



**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 JUIN 2003**

**ELEMENTS REMIS AUX ACTIONNAIRES**

**SGBCI**

**JUIN 2003**



**SOCIETE GENERALE DE BANQUES  
EN COTE D'IVOIRE**

**Société Anonyme avec Conseil d'Administration  
au capital de 15.333.335.000 de francs CFA  
Siège Social : 5 & 7, Avenue Joseph Anoma  
01 BP 1355 ABIDJAN 01  
R.C. ABIDJAN 2641  
Liste des Banques de C.I. N° 8**

**ORDRE DU JOUR DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 26 JUIN 2003**

- 1 - Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 Décembre 2002.
- 2 - Rapport général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 Décembre 2002.
- 3 - Approbation du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées par l'article 438 et suivants de l'Acte uniforme relatif aux droits des Sociétés commerciales et du GIE.
- 4 - Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2002
- 5 - Affectation des résultats.
- 6 - Quitus et décharge de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.
- 7 - Ratification du changement du représentant d'un administrateur.

# ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 JUIN 2003

## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter, conformément à nos statuts, notre rapport sur l'activité de la banque et soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2002.

Alors que la Côte d'Ivoire peinait à se remettre du coup d'état de Décembre 1999 mais que l'apaisement politique attendu de la bonne tenue du Forum de Réconciliation de fin 2001 et que le dispositif d'ajustement structurel mis en place le 27/03/02 avec le FMI et la Banque Mondiale permettaient enfin d'espérer une reprise modérée début 2003, elle a été de nouveau plongée dans une crise d'une gravité extrême par la tentative de coup d'état perpétrée à l'aube du 19 Septembre 2002 tant sur Abidjan, où les assaillants ont pu être repoussés, que sur Bouaké et Korhogo, occupés.

Ce coup de force, aux contours et acteurs encore mal définis, où dès la genèse, le Général Robert GUEI et le Ministre de l'Intérieur Emile Boga DOUDOU ont trouvé la mort, bien qu'immédiatement condamné par la Communauté internationale et la CEDEAO et ayant débouché le 17 Octobre sur un accord de cessez-le-feu, constitue une véritable tragédie pour le pays sur le plan social, économique et financier. Il menace aussi la stabilité et le développement de l'ensemble régional Ouest-africain :

- pays quasiment coupé en deux (blocage des voies de communication, fermeture des banques, écoles, paralysie de l'administration dans la zone occupée) ;
- tragédie humaine, crise humanitaire, aggravation de la pauvreté et de la fracture sociale ;
- objectifs de croissance et financiers compromis dans un contexte où les seules bonnes performances de la campagne cacao ne suffisent plus à cacher les conséquences graves pour les autres secteurs d'activité, qu'il s'agisse des grands secteurs de produits de base (sucre, coton par exemple) comme des multiples PME/PMI travaillant dans le commerce et la sous-traitance industrielle (chômage, fermetures et faillites s'accroissent).

Face à l'enlisement des pourparlers engagés à Lomé pour tenter de concilier des positions très écartées, une Table Ronde des forces politiques ivoiriennes : FPI, MFA, MJP, MPC, MPIGO, PDCI-RDA, PIT, RDR, UDCY, UDPCI, s'est tenue à Linas Marcoussis, en France, du 15 au 24 Janvier 2003. Après avoir réaffirmé la nécessité de préserver l'intégrité territoriale, de respecter les institutions et de restaurer l'autorité de l'Etat, elle a décidé la création d'un gouvernement de réconciliation nationale, dirigé par un Premier Ministre de consensus et composé de manière équilibrée de représentants de l'ensemble des délégations ivoiriennes ayant participé à la Table Ronde et disposant, pour l'accomplissement de sa mission, des prérogatives de l'exécutif par délégation du Chef de l'Etat.

Le programme de gouvernement, arrêté par la Table Ronde, visant à assurer le retour de la paix et de la stabilité, comporte notamment des dispositions à prendre dans les domaines

constitutionnel, législatif et réglementaire, couvrant les sujets sensibles tels que : nationalité, identité, condition des étrangers, régime électoral, éligibilité à la Présidence de la République, régime foncier, médias, droits et libertés, désarmement et démobilisation, redressement économique et cohésion sociale.

La signature de ces accords a immédiatement déclenché, fin Janvier, de violentes manifestations de rue anti-françaises et le déchaînement parallèle de la plupart des médias, menés par des éléments de la population hostiles aux accords, jugés inapplicables et inacceptables en raison de la place faite aux rebelles. S'en est suivi un mouvement de départs importants des étrangers, notamment des français (consigne d'évacuation du territoire donnée par la France aux ressortissants n'ayant pas un poste essentiel), la fermeture des écoles françaises, le départ du personnel de la BAD, ...

Sur ce fond de tensions extrêmes, rebelles et partis politiques ivoiriens sont tombés d'accord le 8 Mars, à Accra, sur la composition du gouvernement de réconciliation dirigé par le Premier Ministre Seydou DIARRA conformément aux Accords de Marcoussis et dont la mise en place est effective depuis le 3 Avril dernier où l'ensemble des membres ont siégé.

Un retour durable à la stabilité tant espérée réside maintenant dans la capacité de ce nouvel exécutif, composé de forces antagonistes, à réaliser les objectifs poursuivis. L'une des toutes premières tâches consistera, à n'en pas douter, à s'assurer le soutien des bailleurs de fonds et, pour ce faire, une première étape vient d'être franchie, en termes de normes de sécurité internationales avec le retour de la Côte d'Ivoire du niveau IV au niveau III, qui permet le retour des missions.



Sur le plan économique, le ballon d'oxygène opportunément apporté par la remontée des cours du cacao et le retour de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale, fortement appuyé par l'accord triennal signé avec le FMI en Mars 2002, avait permis à la situation de cesser de se dégrader. L'objectif annuel de croissance de 3%, sur la base des huit premiers mois, paraissait pouvoir être atteint.

Le coup de force de Septembre 2002 a remis en cause tous ces acquis et attentes. Après 9 mois de conflit, le bilan de la crise fait ressortir une forte baisse de l'activité (notamment dans les zones occupées où elle est au point mort), une importante réduction des exportations vers les pays de la sous-région, des surcoûts notables liés aux détournements de trafic sur les pays voisins et des dégâts matériels subis par certains outils de travail.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'onde de choc de la crise est ressentie par l'ensemble de la sous-région en raison du poids économique de la Côte d'Ivoire (40 % du PNB).

Du côté des investissements productifs, les investissements publics ont bien sûr été concernés, mais aussi les investissements privés, brutalement stoppés sur le 4<sup>e</sup> trimestre. Au total, la crise a fortement pesé sur les composantes de la demande et le PIB 2002 devrait afficher un taux négatif de - 1,2 %.

Les perspectives pour 2003 sont bien entendu totalement tributaires du retour à la normalisation politique, sociale et économique. Selon les experts ivoiriens de la prévision et la conjoncture, une croissance de l'ordre de 3 % serait atteignable. D'autres prévisionnistes étrangers font plutôt état d'un nouveau recul, qu'ils évaluent à 3 % minimum dans l'hypothèse d'une normalisation immédiate.

Sur le plan monétaire, les pressions inflationnistes ont été maintenues. Sur 2002, en glissement annuel, le taux est inchangé à 4,4 %. Le taux moyen baisserait à 3,1 %, contre 4,1 % en 2001, grâce plus particulièrement aux bons résultats des campagnes agricoles de l'année.

Pour ce qui est de la filière cacao, malgré sept mois de crise, les résultats de la récolte principale (Octobre/Février) sont bons. Le montant cumulé des contrats d'achats sur la période s'établit à 1.001.000 tonnes contre 988.000 tonnes précédemment. Quant au prix moyen « bord-champ » il ressort à CFA 750/kg contre CFA 585. Le revenu brut retiré par les producteurs sur cette période est estimé à près de CFA 750 Mds contre CFA 584 Mds en 2001/2002, soit une augmentation de 28 %.

La filière, maintenant très largement assainie, n'a pas ménagé localement, à notre connaissance, de déconvenue notable pour les banques au titre de la campagne passée. Une dizaine d'opérateurs ont réalisé 85 % des exportations.

En dépit de la belle progression des prix du cacao, la part des financements locaux consentis à ce secteur reste toujours relativement marginale dans les emplois globaux de la clientèle malgré la « pointe » traditionnelle en Décembre :

| % cacao dans emplois locaux | 12/2001 | 06/2002 | 12/2002 |
|-----------------------------|---------|---------|---------|
| Communauté bancaire         | 15,5 %  | 6,8 %   | 14,4 %  |

La part moyenne de marché de la SGBCI dans ces financements spécialisés ressort à 45 % et témoigne de sa part dans les tonnages traités, de l'ordre de 50 % de la production nationale.

Du côté de la filière café, en raison de l'occupation d'une partie des zones de production (notamment autour de la ville de MAN où se récolte le meilleur « robusta » ivoirien), les opérateurs s'attendent à une nouvelle chute de la récolte. Le chiffre de 130.000 tonnes est souvent avancé.

Pour un prix minimum d'achat aux producteurs de CFA 200/kg, le prix bord champ s'établit actuellement à CFA 220/230.

La faiblesse de la production et des prix explique l'absence de besoins spécifiques de trésorerie chez les opérateurs, qui les autofinancent.

Début 2002, le Gouvernement a finalisé son nouveau dispositif de commercialisation du café/cacao avec la signature du décret d'application du Fonds du Contrôle et de Régulation (FRC), destiné à gérer les aspects financiers de la filière, à contrôler la solvabilité des exportateurs et à gérer les ressources financières de la stabilisation dès la campagne 2002/2003.

O  
O O

Traduisant le poids progressivement plus insupportable des frais généraux et l'important effort d'assainissement des portefeuilles, la rentabilité du système bancaire n'a cessé de chuter au cours des derniers exercices et de constituer un sujet majeur de préoccupation.

La détérioration accélérée de l'économie que nous subissons a et va continuer à aggraver ces faiblesses. Plus particulièrement, la montée brutale et importante des risques commerciaux et privés va probablement placer nombre d'établissements en situation délicate (les résultats 2001 de la communauté bancaire : CFA 10 Mds et ceux de l'exercice sous revue, inférieurs à CFA 3 Mds pour les 4 plus grands établissements, constituent une masse de manœuvre insuffisante comparée à un volume moyen de crédits à l'économie de 1.100 Mds).

Certes, nous continuons d'afficher une performance comparativement nettement meilleure que celle de nos grands confrères. Elle traduit à la fois la stabilité de la contribution de la campagne cacao et les retombées positives des actions engagées dans les nouveaux produits comme celles menées dans la distribution qualitative du crédit, la maîtrise des charges et l'assainissement des dysfonctionnements engendrés par notre migration informatique de 1999.

Notamment :

- en dépit, sauf exceptions ciblées, d'une pause dans la distribution du crédit, nos parts d'emplois (28,0 %) et de dépôts (29,1 %) restent inchangées ;
- la reconstitution de nos dépôts (+ 10 % comparée à fin 2001), conjuguée à une rotation plus rapide des exportations de cacao, nous a permis de limiter notre recours aux financements bancaires sous-régionaux, refusés en raison de l'aggravation du risque pays (20 Mds en pointe contre 62 Mds l'an passé) ;
- nos commissions de service (+ 5,9 %) ont compensé la nouvelle baisse des revenus liés aux engagements par signature risqués ;
- Produit net bancaire et frais généraux restent identiques à ceux de 2001 ;
- nos ratios d'exploitation font mieux que résister.

Par ailleurs, en dépit des difficultés accrues d'exploitation créées par les événements du 19 Septembre, le chantier d'apurement des suspens comptables générés par la laborieuse bascule informatique d'Août 1999 a pu être mené à bien, les réserves précédemment formulées à ce sujet par nos commissaires aux comptes ont été levées et la provision antérieurement constituée de CFA 1.050 Mios a pu être reprise pour CFA 550 Mios. La réintégration du solde devrait prochainement intervenir, dès achèvement du rapprochement de valeurs en route import/export, qui ne devrait pas dégager de différence notable.

Toutefois, les répercussions politiques, sociales et économiques du conflit que nous subissons ne pourront probablement être correctement évaluées que plusieurs mois après que celui-ci connaisse une issue, dans un scénario encore opaque à ce jour. Elles n'en seront pas moins sérieuses et il nous est apparu inconcevable tant de ne pas réfléchir dès à présent aux actions à engager pour en limiter l'impact sur notre établissement que de ne pas constituer dans les comptes de l'exercice 2002 une provision pour risques bancaires généraux. Celle-ci, fiscalisée et d'un montant de CFA 5.700 Mios, au-delà de ce qui a été mentionné précédemment en matière de risques de crédit, ménage également un matelas de couverture de nos risques opérationnels liés à la fermeture de 5 agences en zone occupée (dont certaines ont semble-t-il subi des dommages importants) et à la trésorerie déposée dans ces agences. Elle est à l'origine du modeste niveau des résultats après impôt.

Cette provision de précaution et la mise en réserve du résultat dégagé répondent par ailleurs à la demande formulée par la Commission Bancaire de voir, dans un contexte aussi délicat, les établissements bancaires ivoiriens faire preuve de la plus extrême prudence et retenir dans leurs comptes les résultats nets dégagés, soit CFA 911 Mios quant au résultat de la SGBCI.

Il est bien évident que, dans l'avenir, dans un environnement qui va probablement rester durablement difficile, notre performance va plus que jamais dépendre de notre capacité à gérer au plus juste 3 éléments :

- la limitation de la décrue de nos revenus, sans concession à la qualité,
- la réduction de nos frais généraux,
- et la limitation de la progression de notre coût net du risque par une priorisation forte de la prévention et du recouvrement.

Nous vous remercions d'approuver les comptes qui vous sont présentés et de donner quitus et décharge de leur gestion aux Administrateurs en fonction au cours de l'exercice.

Nous vous demandons enfin de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont soumises et qui portent sur la ratification du changement de représentant d'un administrateur et le renouvellement des mandats de trois administrateurs.

Nous vous remercions de votre bienveillante attention.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES EN  
CÔTE D'IVOIRE  
SGBCI**

**RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002**

**MAZARS & GUERARD**  
01 B.P. 3989 - Abidjan 01  
S.A. au capital de FCFA 10.000.000  
R.C.C.M. Abidjan 10018354

**ERNST & YOUNG**  
5, avenue Marchand  
01 B.P. 2715 - Abidjan 01  
S.A. au capital de FCFA 12.000.000  
R.C.C.M. Abidjan 7118

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES EN CÔTE D'IVOIRE SGBCI

### RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire, S.A. (SGBCI), tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le respect de la réglementation bancaire,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

#### I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux principes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude générée par la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Cette crise a profondément perturbé l'environnement économique du pays et de la sous-région, et engendre un risque systémique élevé pour l'ensemble des agents économiques opérant en Côte d'Ivoire.

## **II. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE**

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle.

Nous devons porter à votre attention les informations suivantes :

- Le coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables s'établit à 68,93 % au 31 décembre 2002 pour un minimum réglementaire de 75 %.
- Le ratio de structure du portefeuille de l'établissement est de 3,8 % au 31 décembre 2002 alors que le minimum réglementaire est de 60 %. Il convient de noter que cette situation résulte des difficultés d'obtention des accords de classement auprès de la Banque Centrale.

## **III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

À l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration à l'assemblée et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels au 31 décembre 2002.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la banque s'élèvent à FCFA 3.687 millions au 31 décembre 2002, soit 7,3 % des fonds propres effectifs de la banque à cette date. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

#### IV. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

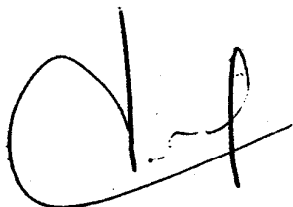
Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne. Nous vous informons des constatations suivantes :

- Comme indiqué dans nos précédents rapports, l'environnement du contrôle interne de la banque a été perturbé depuis le mois d'août 1999 par les différents dysfonctionnements induits par la bascule informatique. Cependant, l'exercice 2002 a vu le redémarrage des missions récurrentes de l'audit interne après une interruption de deux années due à la mobilisation des équipes sur les travaux d'apurement des suspens induits par la bascule informatique. L'audit interne a conduit des vérifications a posteriori planifiées ou exceptionnelles portant sur tous les aspects des activités et du fonctionnement des entités constituant le Groupe SGBCI.
- Une mission de rédaction du manuel des procédures comptables est en cours de réalisation au sein de la SGBCI par un cabinet extérieur. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en conformité de la banque avec les exigences de la commission bancaire.

Nous n'avons pas d'autre observation significative à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux et du Contrôle interne au 31 décembre 2002.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & GUERARD

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a series of connected strokes.

Jean Pierre Bouniol  
Associé

ERNST & YOUNG

A stylized handwritten signature in black ink, featuring a prominent vertical stroke and several horizontal and diagonal strokes.

Christian Marmignon  
Associé

A stylized handwritten signature in black ink, with a large loop and several sharp, angular strokes.

Micheline Koffi  
Expert-Comptable Diplômé

Le 14 mai 2003

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES EN  
CÔTE D'IVOIRE  
SGBCI**

**RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002**

**MAZARS & GUERARD**  
01 B.P. 3989 - Abidjan 01  
S.A. au capital de FCFA 10.000.000  
R.C.C.M. Abidjan 10018354

**ERNST & YOUNG**  
5, avenue Marchand  
01 B.P. 2715 - Abidjan 01  
S.A. au capital de FCFA 12.000.000  
R.C.C.M. Abidjan 7118

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES EN CÔTE D'IVOIRE  
SGBCI**

**RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du traité de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE (Groupement d'Intérêt Économique) du 17 avril 1997, nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l'article 438 de l'Acte uniforme.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre l'établissement et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général adjoint, ou entre l'établissement et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur (article 438).

Cette réglementation ne porte pas sur les opérations courantes conclues à des conditions normales (article 439).

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **1. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE 2002**

Nous n'avons été informés d'aucune convention conclue durant l'exercice 2002.

## **2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE**

### **2.1 AVEC LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (FRANCE), REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR JEAN-LOUIS MATTEI**

*Nature et objet* : Convention d'assistance technique conclue entre SGBCI et la Société Générale (France).

*Modalités* : Les prestations facturées à la SGBCI au titre de l'exercice 2002 s'élèvent à FCFA 488 millions hors taxes, complétées par des remboursements de frais de FCFA 234 millions.

## **2.2 AVEC SOGEFINANCE, REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MICHEL MIAILLE**

### **2.2.1 Convention de refinancement des crédits à moyen terme accordés par SOGEFINANCE**

*Nature et objet* : Convention de mise à disposition d'une ligne de refinancement à moyen terme de FCFA 3 milliards accordée par la SGBCI à SOGEFINANCE.

*Modalités* : Ce prêt est adossé aux crédits à moyen terme octroyés par SOGEFINANCE. La durée de chaque utilisation est identique à celle du crédit correspondant (même tableau d'amortissement) et la rémunération est fixée au taux de base bancaire SGBCI diminué de 2 points (soit actuellement 8,25 % au titre de l'exercice 2002).

Le montant utilisé par SOGEFINANCE s'élève à FCFA 412 millions et a engendré des produits d'intérêts de FCFA 45 millions au titre de l'exercice 2002.

### **2.2.2 Mise à disposition par la SGBCI de lignes de crédit**

*Nature et objet* : Mise à disposition de lignes de crédit par la SGBCI pour le refinancement des opérations commerciales de SOGEFINANCE.

**Modalités**

: La SGBCI est rémunérée au taux de 7 % sur l'exercice 2002.

Les intérêts supportés par SOGEFINANCE se sont élevés à FCFA 39 millions au titre de l'exercice 2002. L'encours des lignes de crédit s'élève au total à FCFA 200 millions au 31 décembre 2002.

**2.2.3 Convention d'aval de SOGEFINANCE par la SGBCI, en faveur de BOAD**

**Nature et objet**

: Convention de garantie de la SGBCI en faveur de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour les refinancements de crédits à moyen terme obtenus de cette institution.

**Modalités**

: La commission s'élève à 0,5 % du capital restant dû.  
Le revenu perçu au titre de l'exercice 2002 s'élève à FCFA 8 millions. L'encours des refinancements de la BOAD s'élève à FCFA 2.548 millions au 31 décembre 2002.

**2.2.4 Convention de mise à disposition de locaux professionnels par la SGBCI**

**Nature et objet**

: Convention de mise à disposition par la SGBCI d'un local au second étage d'un immeuble sis à l'avenue Delafosse à Abidjan-Plateau.

**Modalités**

: Cette convention fait l'objet d'une facturation forfaitaire de FCFA 1 million par mois qui couvre le loyer et les charges locatives (eau, électricité, entretien, etc.).

Le revenu au titre de l'exercice 2002 s'élève à FCFA 12 millions.

**2.3 AVEC SOGEFIBAIL, REPRÉSENTÉ PAR MONSIEUR MICHEL MIAILLE**

**2.3.1 Mise à disposition par la SGBCI d'une ligne de crédit**

**Nature et objet**

: Mise à disposition d'une ligne de crédit par la SGBCI pour le refinancement des opérations commerciales de SOGEFIBAIL.

**Modalités**

: La SGBCI a été rémunérée au taux de 7 % au cours de l'exercice 2002.

Les intérêts supportés par SOGEFIBAIL se sont élevés à FCFA 240 millions au titre de l'exercice 2002. L'encours de la ligne de crédit s'élève à FCFA 2,9 milliards au 31 décembre 2002.

**2.3.2 Convention de garantie de la SGBCI du 14 janvier 1992**

**Nature et objet**

: Convention de garantie de la SGBCI afin de couvrir SOGEFIBAIL contre les pertes pouvant résulter du non-paiement de redevances par les clients, et contre les pertes définitives que SOGEFIBAIL pourrait supporter après épuisement de tous les recours engagés contre les clients défaillants.

**Modalités**

: Le taux annuel de la commission supportée par SOGEFIBAIL est fixé à 2,5 % de l'encours garanti. Les commissions, calculées prorata temporis, sont versées à la SGBCI chaque fin de mois. Au titre de l'exercice 2002, les commissions se sont élevées à FCFA 112 millions.

Le montant des engagements donnés (hors bilan) au titre de la convention de garantie s'élève à FCFA 9.271 millions au 31 décembre 2002.

**2.3.3 CONVENTION DE BAIL AVEC SOGEFIBAIL POUR DES LOCAUX COMMERCIAUX**

**Nature et objet**

: Convention de bail pour un local d'une superficie de 200 m<sup>2</sup> au premier étage d'un immeuble sis à l'avenue Delafosse à Abidjan-Plateau. Ce bail est conclu pour une durée d'un an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation trois mois à l'avance par l'une des parties.

**Modalités**

: Le loyer mensuel s'élève à FCFA 1,184 million depuis l'exercice 1988. Au titre de l'exercice 2002, le revenu annuel s'est élevé à FCFA 14 millions.

**2.3.4 CONVENTION DE BAIL POUR UN APPARTEMENT**

**Nature et objet**

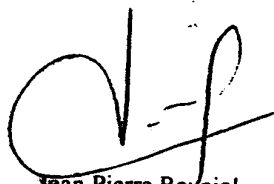
: La SGBCI a mis à la disposition de SOGEFIBAIL un appartement sis à Abidjan-Adjamé Indénié, pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1990, renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation trois mois à l'avance par l'une des parties.

**Modalités**

: Le loyer mensuel s'élève à FCFA 200.000. Cette convention a été résiliée le 30 juillet 2002 ; le revenu annuel engendré jusqu'à cette date s'élève à FCFA 1,4 million au titre de l'exercice 2002.

Les Commissaires aux Comptes

**MAZARS & GUERARD**



Jean Pierre Bouniol  
Associé



Micheline Koffi  
Expert-Comptable Diplômé

**ERNST & YOUNG**



Christian Marmignon  
Associé

Le 14 mai 2003



**SOCIETE GENERALE DE BANQUES  
EN COTE D'IVOIRE**

Société Anonyme avec Conseil d'Administration  
au capital de 15.333.335.000 de francs CFA  
Siège Social : 5 & 7, Avenue Joseph Anoma  
01 BP 1355 ABIDJAN 01 - RCI  
R.C. ABIDJAN 2641  
Liste des Banques de C.I. N° 8

**RESOLUTIONS DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU JEUDI 26 JUIN 2003**

**Première Résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2002 approuve expressément les comptes de cet exercice. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes résumées dans ces rapports.

**Deuxième Résolution**

L'Assemblée Générale prend note du Rapport Spécial des Commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 438 de l'Acte Uniforme et approuve, en tant que de besoin, les conventions y figurant.

**Troisième Résolution**

L'Assemblée Générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à 911.106.135 Fcfa :

|                                                     |                  |
|-----------------------------------------------------|------------------|
| ■ 15% à la réserve légale et spéciale, soit.....    | 136 665 920 Fcfa |
| ■ à titre de dividende brut aux actionnaires .....  | 0 Fcfa           |
| ■ le solde au report à nouveau, soit.....           | 774 440 215 Fcfa |
| Total égal au résultat net de l'exercice, soit..... | 911 106 135 Fcfa |

**Quatrième Résolution**

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes quitus et décharge de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2002.

### **Cinquième Résolution**

L'Assemblée Générale approuve la nomination du nouveau représentant de AGF AFRIQUE, Monsieur Hugues de ROQUETTE-BUISSON, en remplacement de Monsieur Jean-Yves JULIEN, pour une durée qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2006 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

### **Sixième Résolution**

L'Assemblée Générale, constatant que des mandats d'administrateurs viennent à expiration ce jour, renouvelle pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2006 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les mandats de :

- M. Tiémoko Yadé COULIBALY
- M. Didier ALIX
- AGF AFRIQUE

### **Septième Résolution**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, pour faire effectuer toutes formalités prescrites par la loi.

# BILANS ET HORS BILANS RÉSUMÉS ET COMPARÉS

(en millions de FCFA)

|                                       | 31 décembre 2001 | 31 décembre 2002 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIF</b>                          |                  |                  |
| Caisse                                | 17.848           | 12.995           |
| Créances interbancaires               | 58.457           | 76.412           |
| Créances sur la clientèle             | 342.558          | 317.800          |
| Titres de placement                   | 26.739           | 22.308           |
| Immobilisations financières           | 1.621            | 1.777            |
| Immobilisations incorporelles         | 402              | 336              |
| Immobilisations corporelles           | 9.985            | 8.816            |
| Autres actifs                         | 31.849           | 24.091           |
| Comptes d'ordre et divers             | 16.324           | 12.204           |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>               | <b>505.783</b>   | <b>476.739</b>   |
| Engagements hors bilan donnés         | 121.375          | 119.171          |
| <b>PASSIF</b>                         |                  |                  |
| Dettes interbancaires                 | 90.455           | 32.146           |
| Dettes à l'égard de la clientèle      | 330.015          | 362.721          |
| Dettes représentées par un titre      | 3.341            | 2.000            |
| Autres passifs                        | 6.788            | 3.516            |
| Comptes d'ordre et divers             | 22.864           | 22.353           |
| Provisions pour risques et charges    | 1.476            | 1.148            |
| Provisions réglementées               | -                | -                |
| Fonds pour risques bancaires généraux | -                | 5.700            |
| Fonds propres et assimilés            | 50.844           | 47.155           |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                | <b>505.783</b>   | <b>476.739</b>   |
| Engagements hors bilan reçus          | 29.700           | 49.509           |

ANNEXE - 1

# COMPTES DE RÉSULTATS RÉSUMÉS ET COMPARÉS

(en millions de FCFA)

|                                                                        | 2001          | 2002          |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>CHARGES</b>                                                         |               |               |
| Intérêts et charges assimilés                                          | 10.487        | 10.764        |
| Commissions                                                            | 62            | 72            |
| Charges sur opérations financières                                     | 134           | 171           |
| Charges diverses d'exploitation bancaire                               | -             | 110           |
| <b>Total des charges d'exploitation bancaire</b>                       | <b>10.683</b> | <b>11.117</b> |
| Frais généraux d'exploitation                                          | 19.763        | 19.772        |
| Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations         | 3.640         | 3.277         |
| Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan | 8.825         | 8.757         |
| Dotations au fonds pour risques bancaires généraux                     | -             | 5.700         |
| Charges exceptionnelles et sur exercices antérieurs                    | 3.714         | 4.115         |
| Impôt sur le bénéfice                                                  | 3.463         | 1.765         |
| Bénéfice                                                               | 5.871         | 911           |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                               | <b>55.959</b> | <b>55.414</b> |
| <b>PRODUITS</b>                                                        |               |               |
| Intérêts et produits assimilés                                         | 33.675        | 32.508        |
| Commissions                                                            | 14.544        | 14.271        |
| Produits sur opérations financières                                    | 1.158         | 2.485         |
| Produits divers d'exploitation bancaire                                | 1.945         | 2.561         |
| <b>Total des produits d'exploitation bancaire</b>                      | <b>51.322</b> | <b>51.825</b> |
| Reprises d'amortissements et de provision                              | 276           | -             |
| Produits généraux d'exploitation                                       | 981           | 2.372         |
| Produits exceptionnels                                                 | 1.867         | 431           |
| Profits sur exercices antérieurs                                       | 1.513         | 786           |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                              | <b>55.959</b> | <b>55.414</b> |

**BILAN****DEC 2800**

destiné à la publication

ETAT : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENT : SGBCI

M 2 002 12 31 A0008 Q AC9 01 A 3

C Date d'arrêté -CIB LC D F P M

(en millions de FCFA)

| POSTE | ACTIF                                | MONTANTS NETS |         |
|-------|--------------------------------------|---------------|---------|
|       |                                      | 2 001         | 2 002   |
| A10   | CAISSE                               | 17 848        | 12 995  |
| A02   | CREANCES INTERBANCAIRES              | 58 457        | 76 412  |
| A03   | -A vue                               | 20 010        | 38 835  |
| A04   | .Banques Centrales                   | 8 934         | 7 629   |
| A05   | .Trésor Public, CCP                  | 195           | 399     |
| A07   | .Autres établissements de crédit     | 10 881        | 30 807  |
| A08   | - A terme                            | 38 447        | 37 577  |
| B02   | CREANCES SUR LA CLIENTELE            | 342 558       | 317 800 |
| B10   | -Portefeuille d'effets commerciaux   | 26 044        | 34 402  |
| B11   | .Crédits de campagne                 | 0             | 0       |
| B12   | .Crédits ordinaires                  | 26 044        | 34 402  |
| B2A   | -Autres concours à la clientèle      | 204 885       | 197 935 |
| B2C   | .Crédits de campagne                 | 31 840        | 39 466  |
| B2G   | .Crédits ordinaires                  | 173 045       | 158 469 |
| B2N   | -Comptes ordinaires débiteurs        | 111 628       | 85 463  |
| B50   | -Affacturage                         | 0             | 0       |
| C10   | TITRES DE PLACEMENT                  | 26 739        | 22 308  |
| D1A   | IMMOBILISATIONS FINANCIERES          | 1 621         | 1 777   |
| D50   | CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES | 0             | 0       |
| D20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES        | 402           | 336     |
| D22   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES          | 9 985         | 8 816   |
| E01   | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES             | 0             | 0       |
| C20   | AUTRES ACTIFS                        | 31 849        | 24 091  |
| C6A   | COMPTES D'ORDRE ET DIVERS            | 16 324        | 12 204  |
| E90   | TOTAL DE L'ACTIF                     | 505 783       | 476 739 |

| BILAN                    |                                       |    |    |       |                       |     |    |   |               | DEC 2800 |  |
|--------------------------|---------------------------------------|----|----|-------|-----------------------|-----|----|---|---------------|----------|--|
| destiné à la publication |                                       |    |    |       |                       |     |    |   |               |          |  |
| ETAT : CÔTE D'IVOIRE     |                                       |    |    |       | ETABLISSEMENT : SGBCI |     |    |   |               |          |  |
| M                        | 2 002                                 | 12 | 31 | A0008 | D                     | AC9 | 01 | A |               | 3        |  |
| C                        | Date d'arrêté                         |    |    | CIB   | LC                    | D   | F  | P |               | M        |  |
| (en millions de F CFA)   |                                       |    |    |       |                       |     |    |   |               |          |  |
| POSTE                    | PASSIF                                |    |    |       |                       |     |    |   | MONTANTS NETS |          |  |
|                          |                                       |    |    |       |                       |     |    |   | 2 001         | 2 002    |  |
| F02                      | DETTES INTERBANCAIRES                 |    |    |       |                       |     |    |   | 90 455        | 32 146   |  |
| F03                      | -A vue                                |    |    |       |                       |     |    |   | 28 055        | 11 746   |  |
| F05                      | . Trésor Public , CCP                 |    |    |       |                       |     |    |   | 216           | 36       |  |
| F07                      | . Autres établissements de crédit     |    |    |       |                       |     |    |   | 27 839        | 11 710   |  |
| F08                      | - A terme                             |    |    |       |                       |     |    |   | 62 400        | 20 400   |  |
| G02                      | DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE      |    |    |       |                       |     |    |   | 330 015       | 362 721  |  |
| G03                      | -Comptes d'épargne à vue              |    |    |       |                       |     |    |   | 74 452        | 80 556   |  |
| G04                      | -Comptes d'épargne à terme            |    |    |       |                       |     |    |   | 24 856        | 24 163   |  |
| G05                      | -Bons de caisse                       |    |    |       |                       |     |    |   | 7 409         | 9 205    |  |
| G06                      | -Autres dettes à vue                  |    |    |       |                       |     |    |   | 147 206       | 158 357  |  |
| G07                      | -Autres dettes à terme                |    |    |       |                       |     |    |   | 76 092        | 90 440   |  |
| H30                      | DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE      |    |    |       |                       |     |    |   | 3 341         | 2 000    |  |
| H35                      | AUTRES PASSIFS                        |    |    |       |                       |     |    |   | 6 788         | 3 516    |  |
| H6A                      | COMPTES D'ORDRE ET DIVERS             |    |    |       |                       |     |    |   | 22 864        | 22 353   |  |
| L30                      | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES    |    |    |       |                       |     |    |   | 1 476         | 1 148    |  |
| L35                      | PROVISIONS REGLEMENTÉES               |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 0        |  |
| L10                      | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT           |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 0        |  |
| L20                      | FONDS AFFECTÉS                        |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 0        |  |
| L45                      | FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 5 700    |  |
| L66                      | CAPITAL OU DOTATION                   |    |    |       |                       |     |    |   | 15 333        | 15 333   |  |
| L50                      | PRIMES LIÉES AU CAPITAL               |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 0        |  |
| L55                      | RESERVES                              |    |    |       |                       |     |    |   | 18 200        | 19 081   |  |
| L59                      | ÉCARTS DE REEVALUATION                |    |    |       |                       |     |    |   | 0             | 0        |  |
| L70                      | REPORT A NOUVEAU (+/-)                |    |    |       |                       |     |    |   | 11 440        | 11 830   |  |
| L80                      | RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)          |    |    |       |                       |     |    |   | 5 871         | 9 116    |  |
| L90                      | TOTAL DU PASSIF                       |    |    |       |                       |     |    |   | 505 783       | 476 739  |  |

**BILAN**

destiné à la publication

**DEC 2800**

ETAT : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENT : SGBCI

M 2 002 12 31 A0008 Q AC9 01 A 3

C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

| POSTE | HORS BILAN                        | MONTANTS NETS |        |
|-------|-----------------------------------|---------------|--------|
|       |                                   | 2 001         | 2 002  |
|       | <b>ENGAGEMENTS DONNES</b>         |               |        |
|       | <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b> |               |        |
| N1A   | EN FAVEUR DES ETS DE CREDIT       | 0             | 0      |
| N1J   | EN FAVEUR DE LA CLIENTELE         | 16 978        | 16 329 |
|       | <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>    |               |        |
| N2A   | D'ORDRE DES ETS DE CREDIT         | 6 662         | 5 891  |
| N2J   | D'ORDRE DE LA CLIENTELE           | 85 205        | 84 752 |
| N3A   | ENGAGEMENTS SUR TITRES            | 12 530        | 12 199 |
|       | <b>ENGAGEMENTS RECUS</b>          |               |        |
|       | <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b> |               |        |
| N1H   | RECUS DES ETS DE CREDIT           | 0             | 0      |
|       | <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>    |               |        |
| N2H   | RECUS DES ETS DE CREDIT           | 29 700        | 49 509 |
| N2M   | RECUS DE LA CLIENTELE             | 0             | 0      |
| N3E   | ENGAGEMENTS SUR TITRES            | 0             | 0      |

# COMPTE DE RESULTAT

(en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENT : SGBCI

M 2002 12 31 A0008 Q RE9 01 A 3

C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de FCFA)

| POSTE | CHARGES                                                                          | MONTANTS NETS |        |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------|
|       |                                                                                  | 2001          | 2002   |
| R01   | INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES                                                   | 10 487        | 10 764 |
| R03   | -Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires                        | 6 091         | 6 010  |
| R04   | -Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle             | 4 090         | 4 548  |
| R4D   | -Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre             | 306           | 206    |
| R5Y   | -Charges sur opes bloqués d'action, et sur emprunts et titres subord.            | 0             | 0      |
| R05   | -Autres intérêts et charges assimilées                                           | 0             | 0      |
| R5E   | CHARGES SUR CREDIT -BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES                                | 0             | 0      |
| R06   | COMMISSIONS                                                                      | 62            | 72     |
| R4A   | -CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES                                              | 134           | 171    |
| R4C   | -Charges sur titres de placement                                                 | 0             | 0      |
| R6A   | -Charges sur opérations de change                                                | 67            | 55     |
| R6F   | -Charges sur opérations de hors bilan                                            | 67            | 116    |
| R6U   | CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE                                         | 0             | 110    |
| R8G   | ACHATS DE MARCHANDISES                                                           | 0             | 0      |
| R8J   | STOCKS VENDUS                                                                    | 0             | 0      |
| R8L   | VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES                                             | 0             | 0      |
| S01   | FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION                                                    | 19 763        | 19 772 |
| S02   | -Frais de personnel                                                              | 9 540         | 9 598  |
| S05   | -Autres frais généraux                                                           | 10 223        | 10 174 |
| T51   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS               | 3 640         | 3 277  |
| T6A   | SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN           | 8 825         | 8 757  |
| T01   | EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | 0             | 5 700  |
| T80   | CHARGES EXCEPTIONNELLES                                                          | 2 068         | 1 719  |
| T81   | PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS                                                  | 1 646         | 2 396  |
| T82   | IMPOT SUR LE BENEFICE                                                            | 3 463         | 1 765  |
| T83   | BENEFICE DE L'EXERCICE                                                           | 5 871         | 911    |
| T85   | TOTAL                                                                            | 55 959        | 55 414 |

# COMPTE DE RESULTAT

(en tableau)

destiné à la publication

DEC 2880

ETAT : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENT : SGBCI

M 2002 12 31 A0008 Q RE9 01 A 3  
C Date d'arrêté CIB LC D F P M

(en millions de FCFA)

| POSTE | PRODUITS                                                                         | MONTANTS NETS |        |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------|
|       |                                                                                  | 2001          | 2002   |
| V01   | INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES                                                   | 33 675        | 32 508 |
| V03   | -Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires                      | 2 787         | 2 889  |
| V04   | -Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle                    | 28 796        | 29 579 |
| V51   | -Produits et profits sur prêts et titres subordonnés                             | 0             | 0      |
| V5F   | -Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement                      | 2 067         | 0      |
| V05   | -Autres intérêts et produits assimilés                                           | 25            | 40     |
| V5G   | PRODUITS SUR CREDIT -BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES                               | 0             | 0      |
| V06   | COMMISSIONS                                                                      | 14 544        | 14 271 |
| V4A   | PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES                                              | 1 158         | 2 485  |
| V4C   | -Produits sur titres de placement                                                | 44            | 1 023  |
| V4Z   | -Dividendes et produits assimilés                                                | 202           | 204    |
| V6A   | -Produits sur opérations de change                                               | 535           | 937    |
| V6F   | -Produits sur opérations de hors bilan                                           | 377           | 321    |
| V6T   | PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE                                          | 1 945         | 2 561  |
| V8B   | MARGES COMMERCIALES                                                              | 0             | 0      |
| V8C   | VENTE DE MARCHANDISES                                                            | 0             | 0      |
| V8D   | VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES                                             | 0             | 0      |
| W4R   | PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION                                                 | 981           | 2 372  |
| K51   | REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS                   | 276           | 0      |
| X6A   | SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN        | 0             | 0      |
| X01   | EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | 0             | 0      |
| K80   | PRODUITS EXCEPTIONNELS                                                           | 1 867         | 431    |
| X81   | PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS                                                 | 1 513         | 786    |
| X83   | PERTE DE L'EXERCICE                                                              | 0             | 0      |
| X85   | TOTAL                                                                            | 55 959        | 55 414 |